

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Prix : l'indice des prix à la consommation atteint le niveau le plus haut depuis 8 ans à +5,4% en janvier principalement en raison de l'épidémie de coronavirus ; les prix à la production ont rebondi à +0,1% en janvier

ECONOMIE GENERALE ([ici](#))

Politique monétaire : après que la PBoC ait réduit le taux de MLF de 10 pdb à 3,15%, le taux du LPR à un an baisse de 10 pdb et celui à 5 ans de 5 pdb

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Ouverture financière : Oaktree Capital est devenu la première entreprise étrangère à établir sa filiale de gestion d'actifs à 100% en Chine

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relations US-Chine : la Chine annonce l'exemption des tarifs additionnels sur 696 produits importés des Etats-Unis

Relations US-Chine : l'USTR annonce l'établissement du Bureau de l'évaluation bilatérale et du règlement des différends

Relations US-Chine : l'Administration américaine réfléchirait à empêcher l'exportation de moteurs d'avions GE vers la Chine mais Donald Trump déclare les Etats-Unis « open for business »

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Coronavirus : l'AmCham Shanghai publie les résultats d'un sondage sur l'impact sur ses membres

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Automobile: l'épidémie de COVID-19 fait chuter la demande, perturbe les chaînes de valeur et ralentit la reprise de la production

COVID-19: les applications de suivi de l'état de santé des individus de Tencent et Alibaba devraient prochainement être déployées sur l'ensemble du territoire chinois

Innovation : le Ministère des Sciences et Technologies (MOST) présente trois nouveaux programmes d'attraction de talents scientifiques de haut niveau pour l'année 2020

Economie numérique : les plateformes de télétravail connaissent une affluence record à cause de l'épidémie de COVID-19

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : révision de la loi sur la protection des animaux sauvages

Développement durable : explication de la forte pollution de l'air autour de Pékin (région du Jing-jin-ji) du 9 au 13 février

Aéronautique : Sichuan Airlines choisit Thales pour les systèmes de divertissement en vol de sa future flotte A350

Transport aérien : l'épidémie de COVID-19 accélèrera-t-elle une consolidation du secteur ?

Energie : le think-tank NRDC publie un rapport sur la consommation chinoise de pétrole à moyen et long-terme

中国经济
分析报告

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Plan de soutien à l'économie : le gouvernement hongkongais réhausse son plan de soutien à 3,9 Mds USD

Tourisme : les arrivées de visiteurs chutent de 99% au cours de la première moitié de février

Aérien : l'aéroport de Hong Kong ferme l'un de ses terminaux, Hong Kong Airlines et Cathay Pacific sont en difficulté

Vente de détail : de nombreux commerces en grève le 19 février pour réclamer des baisses de loyer

Chômage : le chômage atteint 3,4% en janvier

Tourisme : réouverture partielle des casinos

TAIWAN ([ici](#))

Coronavirus en Chine : la CNFI prévoit des pénuries d'approvisionnement de matières premières dans le secteur de la tech et des biotech

Impact du Coronavirus : Pegatron annonce des investissements au Vietnam

Tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine : impact sur TSMC des possibles restrictions américaines sur Huawei

CONJONCTURE

Prix : l'indice des prix à la consommation atteint le niveau le plus haut depuis 8 ans à +5,4% en janvier principalement en raison de l'épidémie de coronavirus ; les prix à la production ont rebondi à +0,1% en janvier

L'indice des prix à la consommation (IPC) connaît sa plus forte hausse depuis 8 ans à +5,4% en janvier. Cette forte hausse est liée à l'épidémie de coronavirus, mais aussi au calendrier du nouvel an chinois (plus précoce que l'année précédente). La hausse de la composante volatile des prix des aliments explique quasiment à elle seule cette augmentation (+20,6% en janvier contre +17,4% en décembre) et touche le porc (+116,0% en janvier contre +97,0% en décembre) et les légumes (+17,1% en janvier contre +10,8% en décembre). L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) s'accroît légèrement à +1,5% fin janvier, soulignant les effets d'une demande intérieure en berne. A noter que l'inflation sous-jacente oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010 selon les statistiques officielles chinoises.

En janvier, les prix à la production (IPP) a rebondi à +0,1% contre -0,5% en décembre, en lien avec la croissance du sous-indice du secteur extractif (+4,7% en janvier contre +2,6% en décembre) et la moindre contraction des prix du secteur des matières premières (-0,8% en janvier contre -2,6% en décembre). Pour mémoire, la croissance de l'IPP a ralenti largement depuis juin 2018, date à laquelle elle atteignait +4,7%. Cette contraction signale une demande en baisse pour la production industrielle et une diminution des profits pour le secteur manufacturier.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECONOMIE GENERALE

Politique monétaire : après que la PBoC ait réduit le taux de MLF de 10 pdb à 3,15%, le taux du LPR à un an baisse de 10 pdb et celui à 5 ans de 5 pdb

Face aux difficultés économiques causées par l'épidémie de coronavirus et au besoin de crédit pour les entreprises qui reprennent leurs activités, la PBoC a annoncé le 17 février qu'elle prêtera 200 Mds RMB via la facilité de prêt à moyen terme (MLF) en réduisant le taux d'intérêt de 10 pdb à 3,15% et 100 Mds RMB via une *7-days reverse repo operation* dont le taux d'intérêt restera inchangé à 2,40% (la dernière baisse de 10 pdb étant intervenue le 3 février). Le même jour, 1000 Mds RMB de *reverse repo operation* arrivaient à l'échéance, le marché restant néanmoins encore assez liquide. Comme prévu, le 20 février, le taux du LPR à un an a été abaissé de 10 pdb à 4,05% (4^e réduction depuis la réforme du LPR le 16 août 2019) et celui à 5 ans de 5 pdb à 4,75% (2^e réduction depuis la réforme du LPR).

Pour mémoire, la PBoC a annoncé le 16 août un changement de méthodologie du calcul du *Loan Prime Rate* (LPR), qui devra désormais servir de référence pour la détermination des taux d'intérêt pour les nouveaux prêts bancaires. Les banques doivent désormais déterminer le nouveau taux mensuel, chaque 20 du mois, en ajoutant quelques points de base à leur coût d'emprunt auprès de la PBoC lors de *open market operation* (principalement la facilité de prêt à moyen terme, *Medium-term Lending Facility*). La PBoC a explicitement souligné que l'objectif de cette réforme était de réduire les coûts de financement pour les entreprises et d'améliorer le mécanisme de transmission de la politique monétaire.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Ouverture financière : *Oaktree Capital* est devenu la première entreprise étrangère à établir sa filiale de gestion d'actifs à 100% en Chine

Oaktree Capital Management, un gestionnaire des créances douteuses basé à Los Angeles, est devenu la première entreprise étrangère à créer une filiale en propriété exclusive en Chine dans le cadre d'un accord commercial avec les États-Unis en janvier 2020 (la Chine a accepté que les gestionnaires d'actifs américains puissent demander des licences pour acheter des prêts non performants directement auprès des banques chinoises alors qu'auparavant, les gestionnaires d'actifs étrangers ne pouvaient acheter des actifs chinois en difficulté que par le biais des sociétés de créances douteuses locales). *Oaktree Capital* a achevé l'enregistrement d'*Oaktree (Beijing) Investment Management Co.* le 14 février 2020, avec un capital social de 4,55 M USD. Cette société fera de la gestion d'investissements, du conseil et de la gestion d'actifs. *Oaktree Capital* investira 6,5 Mds USD dans le vaste marché des créances douteuses chinoises. A fin 2019, les banques chinoises détenaient 2410 Mds RMB (345 Mds USD) de créances douteuses, soit 1,86% des prêts, et les défauts de paiement des entreprises chinoises sont en hausse.

Créé en 1995, *Oaktree Capital* est l'un des plus importants gestionnaires de créances douteuses au monde avec 120 Mds USD sous gestion. *Oaktree Capital* a ouvert des bureaux à Pékin, Shanghai et Hong Kong en 2007. Actuellement, elle fournit des conseils en investissement à environ 40 clients chinois.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relation US-Chine: la Chine annonce l'exemption des tarifs additionnels sur 696 produits importés des Etats-Unis

La Commission en charge des tarifs douaniers sous le Conseil des Affaires d'Etat a annoncé le 18 février l'exemption des tarifs additionnels imposés sur certaines importations américaines comme contre-mesures de la Section 301. A partir du 2 mars, les entreprises chinoises pourront demander une exemption temporaire des tarifs additionnels sur 696 produits (dont le porc, le soja, et le gaz naturel liquéfié); les entreprises peuvent également demander à ce que d'autres produits soient ajoutés à la liste soumise à l'exemption. Aucune date de fin de cette exemption n'a été communiquée.

Relation US-Chine: l'USTR annonce l'établissement du Bureau de l'évaluation bilatérale et du règlement des différends

A la suite de l'entrée en vigueur de l'accord de phase 1 entre les Etats-Unis et la Chine le 14 février 2020, le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a annoncé la création d'un Bureau de l'évaluation bilatérale et du règlement des différends (« *Bilateral Evaluation and Dispute Resolution Office* »), conformément au chapitre 7 de l'accord, et désigne Jeffrey Gerrish, représentant adjoint au Commerce, à diriger ce nouveau bureau pour la partie américaine.

Pour rappel, concernant l'évaluation bilatérale et le règlement des différends relatifs à l'accord, les deux parties s'engagent à mettre en place un système permettant d'évaluer bilatéralement la mise en œuvre de l'accord et de régler les différends liés à ce dernier. Des rencontres seront organisées à cette fin : (i) semestriellement au niveau Vice-Premier ministre avec la création du « *Trade Framework Group* », dirigé par l'USTR et un vice-Premier ministre chinois désigné à cette fin ; (ii) trimestriellement au niveau Vice-Ministre avec la création du « *Bilateral Evaluation and Dispute Resolution Office* » et (iii) mensuellement au niveau technique (voir les brèves de la semaine du 13 janvier 2020).

[Lire le communiqué de l'USTR](#)

Relations US-Chine : l'Administration américaine réfléchirait à empêcher l'exportation de moteurs d'avions GE vers la Chine mais Donald Trump déclare les Etats-Unis « *open for business* »

Selon le [Wall Street Journal](#), l'administration américaine pourrait refuser de fournir à General Electric une licence d'exportation vers la Chine de moteurs LEAP-1C. Ce dernier est conçu par le consortium CFM International, coentreprise détenue à 50 % par Safran Aircraft Engines et à 50 % par General Electric ; il sera utilisé pour le développement de l'avion commercial C919 du constructeur chinois Comac (en cours de certification, concurrent sur le marché des monocouloirs des appareils Airbus de la famille A320 et Boeing 737). Une réunion inter institutions prévue le 28 février à la Maison Blanche devait inclure une discussion sur un resserrement des règles pour l'exportation de technologies américaines vers la Chine, accusée de vol de propriété intellectuelle via ses entreprises d'Etat. De nouvelles règles pourraient ainsi durcir les règles liées aux ventes de semi-conducteurs à Huawei tandis que, dans le secteur aéronautique, General Electric et Honeywell (systèmes de commandes de vol notamment) pourraient se voir interdire d'exporter certaines de leurs technologies vers la Chine. Le



département du Commerce accorde des licences d'exportation à GE pour ses moteurs LEAP depuis 2014 ; la dernière date de mars 2019.

A contrecourant de ces rumeurs, Donald Trump a déclaré le 18 février, dans une série de tweets, que la sécurité nationale ne devait pas toujours être utilisée comme une excuse et qu'il souhaitait, à titre d'exemple, que la Chine achète des moteurs d'avions américains.

"The United States cannot, & will not, become such a difficult place to deal with in terms of foreign countries buying our product, including for the always used National Security excuse, that our companies will be forced to leave in order to remain competitive. We want to sell product and goods to China and other countries. That's what trade is all about. We don't want to make it impossible to do business with us. That will only mean that orders will go to someplace else. As an example, I want China to buy our jet engines, the best in the World. I have seen some of the regulations being circulated, including those being contemplated by Congress, and they are ridiculous. I want to make it EASY to do business with the United States, not difficult. Everyone in my Administration is being so instructed, with no excuses. THE UNITED STATES IS OPEN FOR BUSINESS!"

Donald Trump sur twitter le 18 février 2020

Retour au sommaire ([ici](#))

CLIMAT DES AFFAIRES

Coronavirus : l'AmCham Shanghai publie les résultats d'un sondage sur l'impact sur ses membres

La Chambre américaine du commerce de Shanghai (AmCham Shanghai) a conduit un sondage du 11 au 14 février concernant l'impact de l'épidémie du coronavirus sur les entreprises étrangères ; 109 entreprises-membres dans la région du delta du Yangzi (Shanghai, Suzhou, Nanjing) y ont répondu.

Près de la moitié (48 %) des entreprises sondées estiment que leurs opérations mondiales ont déjà été touchées par les mesures de fermeture. 78 % des entreprises ne disposent pas de la main-d'œuvre suffisante pour opérer une chaîne complète de la production; pour les deux à quatre semaines à venir, le manque de main d'œuvre serait ainsi le principal défi pour 41 % des entreprises, suivi par les enjeux logistiques (30 %) ; 58 % des entreprises prévoient une demande moins élevée que la normale au cours des prochains mois; 38 % des entreprises ne disposent pas du matériel nécessaire (masques par exemple) pour protéger leurs employés du coronavirus. Par ailleurs, près d'un tiers (30 %) des entreprises envisagent une délocalisation de leur chaîne de production en dehors de la Chine si la fermeture des usines venait à se poursuivre.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères le 19 février, en réaction aux résultats du sondage, a assuré que « les mesures de prévention et de contrôle de l'épidémie ont généré des effets positifs, et que la Chine soutenait la reprise du travail des entreprises, y compris les entreprises étrangères ».

Le porte-parole souligne également que « des nombreuses entreprises étrangères en Chine, y compris américaines, ont exprimé leur confiance en la Chine à surmonter rapidement les difficultés et à maintenir une croissance économique solide et stable », en citant les exemples de Honeywell et de Ford.

[Lire le résumé du sondage d'AmCham Shanghai](#)

[Lire la conférence de presse du ministère des Affaires étrangères](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Automobile: l'épidémie de COVID-19 fait chuter la demande, perturbe les chaînes de valeur et ralentit la reprise de la production

Alors que le marché chinois représente 33% de la production et 35% des ventes de véhicules dans le monde, l'épidémie de COVID-19 impacte fortement ce secteur, tant du point de la vue de la demande que de l'offre.

L'impact sur la demande est extrêmement marqué. Selon la China Association of Automobile Manufacturers, les ventes de véhicules neufs ont ainsi reculé de 18% en janvier par rapport à l'année précédente et de 54,4% pour les véhicules à énergies nouvelles (VEN). En outre, le blocage des chaînes logistiques pèse fortement sur les livraisons de véhicules vers les concessionnaires. Mi-février, [80% des concessionnaires du pays](#) avaient cessé leurs activités, ce qui a incité la principale association du secteur à réclamer des mesures de soutien financier afin de faire face à « une extrême pression » sur leurs liquidités. En réponse, les autorités pourraient annoncer des mesures de soutien à la consommation, comme c'est le cas par exemple à Foshan (Guangdong), où une prime à l'achat comprise entre 2000 CNY (260 EUR) et 5000 CNY (660 EUR) est proposée. Dans ce contexte, la possibilité d'une extension des subventions pour l'acquisition de VEN semble se confirmer d'après [Bloomberg](#).

La région du Hubei, où des mesures de confinement strictes (*lockdown*) ont été prises depuis le 23 janvier est l'un des principaux centres industriels de Chine pour la production automobile (2,3M. de véhicules produits en 2019, soit 9% de la production nationale). Bien que les principaux constructeurs de la province aient annoncé des dates de reprise sensiblement proches de celles appliquées par leurs homologues dans d'autres provinces, le nouveau report de la date officielle de reprise pour les entreprises annoncé par les autorités (11 mars) ainsi que les mesures de confinement strictes imposées à la population remettront probablement en question ce calendrier. Selon toute vraisemblance, l'interruption de la production sera plus durable pour les entreprises dont l'empreinte industrielle au Hubei et dans les régions les plus touchées est importante.

En Chine et dans le reste du monde, les pénuries de composants dues aux retards des chaînes logistiques (blocage des voies terrestres, certificats requis pour les transporteurs, manque de personnel) et à l'arrêt temporaire de la production de nombreux équipementiers représentent des défis à court terme pour les constructeurs. Ces obstacles peuvent conduire des usines d'assemblage à arrêter leur production, en particulier si les composants en question requièrent une livraison *just in time* ou lorsque ces derniers sont difficilement substituables, comme c'est le cas par exemple des sièges, des éclairages ou encore des équipements audio. Ces ruptures d'approvisionnement ne se limitent pas à la production en Chine, comme cela a notamment été illustré par les exemples de Hyundai en Corée du Sud ou de Fiat Chrysler en Serbie, où les chaînes de production ont dû être arrêtées temporairement. Nissan, dont près de 800 composants proviennent du Hubei, [crain des répercussions similaires](#) dans ses usines à travers le monde (Japon, Malaisie, Etats-Unis, Espagne...).

Certains facteurs tendent à relativiser l'impact de la crise pour les entreprises du secteur automobile :

- Au niveau national, seules 77% des capacités industrielles chinoises dans le secteur automobile étaient utilisées en 2019. Cette situation s'explique en grande partie par le recul du marché automobile chinois (-7,5% de production en 2019).
- Les niveaux de stocks permettent d'atténuer les effets des pénuries d'approvisionnement à court terme.
- Certaines entreprises peuvent adapter leur chaîne d'approvisionnement en mettant en place des mesures de contingence ou en s'approvisionnant hors de Chine. A titre d'exemple, Ftech,

fabricant japonais de pédales de freins, a ainsi réorienté sa production de Wuhan vers les Philippines, où l'entreprise dispose également d'une base de production.

La baisse des ventes à court terme pourrait être partiellement compensée à moyen terme. De façon plus marginale, plusieurs analystes estiment que la crainte de nombreux usagers de prendre les transports en commun (risque de contamination) pourrait engendrer un regain du trafic routier et favoriser une reprise du marché automobile chinois à moyen terme. Une telle tendance avait été observée après l'épidémie de SRAS en 2003.

Coronavirus : les applications de suivi de l'état de santé des individus de Tencent et Alibaba devraient prochainement être déployées sur l'ensemble du territoire chinois

Des outils de suivi de l'état de santé mis en place par les géants du numérique chinois au niveau local : le 11 février 2020, Alipay, le service de paiement en ligne du groupe Alibaba, et le gouvernement de la ville de Hangzhou, siège du groupe, ont conjointement lancé une application (« *jiankang ma* » ou « code santé ») permettant de classer les résidents et les visiteurs selon leur état sanitaire. Après avoir rempli un formulaire déclaratif, chaque individu reçoit un code QR dont la couleur varie en fonction de son état : un code QR rouge, et celui-ci doit être maintenu en quarantaine à domicile; un code QR jaune implique une assignation à résidence pour une durée de sept jours ; un code QR vert signifie que l'individu est libre de se déplacer normalement. Scannés, ces codes régissent en effet l'accès à certains moyens de transports (autoroutes, gares ferroviaires), aux ensembles résidentiels (« communautés ») et à certains commerces de la ville. Le 15 février 2020, le State Information Center (Commission nationale pour la réforme et le développement, NDRC) a aussi annoncé le lancement du programme « Grande muraille de données » avec Tencent, dont l'un des livrables est la mise en ligne d'une application similaire développée par le groupe de Shenzhen et l'entreprise pékinoise, Eastern Jin.

Le 16 février 2020, l'agence de presse officielle Xinhua a annoncé le déploiement – dès la semaine du 24 février 2020 – de la solution d'Alibaba, sous la direction du bureau de l'e-gouvernement du secrétariat général du Conseil des affaires de l'État. Son utilisation à grande échelle, à partir de la plateforme de services en ligne du gouvernement, doit permettre de faciliter la reprise du travail, alors que le télétravail a été privilégié dans la plupart des régions du pays afin de limiter les risques de propagation du virus, mais menace de peser sur l'économie et, donc, sur la stabilité sociale. De nombreux employeurs, y compris au sein des entreprises étrangères, sont ainsi favorables à son déploiement. En date du 19 janvier 2020, l'application de Tencent, avait pour sa part déjà été mise en ligne dans plus d'une centaine de localités, dont notamment le Guangdong (113 M habitants, province la plus peuplée de Chine), le Sichuan (92 M), le Yunnan (48,3 M), Chongqing (31,2 M) ou encore Shenzhen (12 M). Si – a priori – il n'existe pas d'obligation légale à y recourir, choisir de ne pas participer revient à s'empêcher soi-même de se déplacer normalement et emporte des conséquences économiques liées au non-retour au travail.

Ces collaborations s'inscrivent dans le cadre d'une relation toujours plus étroite entre le gouvernement chinois et les plateformes numériques du pays, qui se voient depuis plusieurs années associées à la fourniture d'un nombre croissant de services publics en partenariat avec les gouvernements locaux. Le déploiement en cours des solutions d'Alibaba et de Tencent pose toutefois la question du partage des données avec l'administration chinoise et de leur usage possible, notamment dans le cadre du système de crédit social pour les individus, auquel les deux entreprises participent toutes deux. D'autant que certains journaux officiels locaux, à Hangzhou et Wenzhou notamment, inscrivent explicitement « *jiankang ma* » dans ce cadre.

Innovation : le Ministère des Sciences et Technologies (MOST) présente trois nouveaux programmes d'attraction de talents scientifiques de haut niveau pour l'année 2020

En complément de réformes plus structurelles (visas, fiscalité, etc.) visant à favoriser la venue en Chine de personnalités très qualifiées, de nombreux programmes ont ainsi été lancés dès le milieu des années 1990 afin de recruter, de manière ciblée, des chercheurs de haut niveau. Le MOST a présenté fin 2019 trois nouveaux programmes d'attraction de talents étrangers pour l'année 2020, qui sont les suivants :

- Plan d'attraction des experts étrangers de haut niveau (高端外国专家引进计划) : programme visant en priorité les secteurs stratégiques d'importance nationale, en particulier les secteurs ICT (IE, 5G, IoT, blockchain etc.). Ce programme intègre plusieurs programmes gérés précédemment par le Département des experts étrangers économiques et technologiques ou par le Département de l'éducation, des sciences et de la culture. Il cible en priorité les talents de haut niveau (professeurs d'universités renommées) et requiert une présence minimale d'un mois par an en Chine. Le programme s'applique également aux équipes de recherche (cinq personnes ou plus).
- Programme d'échange d'experts étrangers et des talents de l'innovation Belt and Road (“一带一路”创新人才交流外国专家项目) : programme créé à la suite du second sommet (2019) des « Nouvelles Routes de la Soie ». Les institutions (entreprises, centres de recherche, universités) basées en Chine peuvent demander des subventions ainsi que des « traitements préférentiels » dans le cadre de ce projet si elles attirent des équipes (cinq personnes ou plus) composées de candidats qualifiés. Les principaux sujets de coopération sont ceux liés à l'initiative Made in China 2025 (IA, sciences de la vie, production avancée) et les personnes ciblées sont originaires des pays participant à l'initiative BRI.
- Programme des jeunes talents étrangers (外国青年人才计划) : programme ciblant les jeunes talents (moins de 40 ans) titulaires d'un PhD d'une université étrangère et ayant une vision « amicale » de la Chine (对华友好). Ce programme a une durée d'un an, renouvelable pour une année supplémentaire. Les talents ainsi retenus bénéficient de subventions pour leurs projets de recherche et sont incités à s'installer durablement en Chine.

Ces différents programmes s'inscrivent dans la continuité du programme « 1000 talents », initié en 2008 par le Comité Central du Parti communiste chinois visant « à attirer les chercheurs de très haut niveau à venir en Chine y travailler à temps plein ou en alternance (« au moins deux mois par an »). A l'origine dédié au recrutement de « Chinois d'outre-mer » (qu'il s'agisse, ou non, de citoyens de la République populaire de Chine), le programme s'est ouvert en 2011 aux « experts étrangers ». Depuis 2018, le programme a fait l'objet de nombreuses [critiques](#) de la part des autorités américaines au motif qu'il constituerait un canal privilégié de transferts non-sollicités de propriété intellectuelle dans certains secteurs stratégiques. En janvier 2020, Charles Lieber, doyen du département de chimie de l'université de Harvard, [a été arrêté](#) pour avoir menti aux autorités américaines à propos de sa participation au programme « 1000 talents ». Cette arrestation intervient alors que le *Department of Justice* américain mène depuis 2018 la campagne « [China Initiative](#) », destinée à lutter contre les cas d'espionnage économique, de vols de technologies et le contournement des mesures de contrôle des exportations par des entités chinoises.

[Lire la note du SER de Pékin sur le programme « 1000 talents »](#)



Economie numérique : les plateformes de télétravail connaissent une affluence record à cause de l'épidémie de COVID-19

Bien que la grande majorité des provinces chinoises aient annoncé une « reprise ordonnée » du travail le 10 février, la reprise des activités des entreprises en Chine est fortement perturbée par les mesures de prévention des autorités locales, le retour tardif des travailleurs migrants et les craintes de la population.

Pour faire face à cette situation, de nombreux groupes ont recours aux plateformes de télétravail telles que les suites bureautiques et applications de messageries DingTalk (Alibaba), WeChat Work (Tencent) Lark (ByteDance) ou encore WeLink (Huawei), concurrentes chinoises des plateformes américaines telles que Zoom ou Slack. Le 4 février, Alibaba a ainsi annoncé que 200 M d'internautes étaient connectés simultanément à sa plateforme DingTalk tandis que WeChat Work était confronté à une saturation de ses services due à une surfréquentation. Le [South China Morning Post](#) relate un fort manque de préparation des entreprises chinoises et des dysfonctionnements dans leurs opérations. Au-delà du pic actuel, cette phase pourrait servir de test et contribuer à ancrer et fluidifier la pratique du télétravail en entreprise.

[Lire les résultats du sondage \(CCF, SER, Ambassade, CCIFC, Business France, French Tech\) sur l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur les entreprises françaises en Chine](#)

Retour au sommaire ([ici](#))



DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : révision de la loi sur la protection des animaux sauvages

Lors de la 12^{ème} réunion du « Groupe dirigeant chargé de l'approfondissement complet des réformes » le 14 février 2020, le Président chinois Xi Jinping a insisté sur l'importance d'améliorer la loi sur la protection des animaux sauvages actuellement en vigueur, en lien avec la protection de la santé publique dans le contexte de l'épidémie du COVID-19. Le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire examinera le 24 février une motion visant à l'interdiction du commerce illégal et de la consommation des animaux sauvages. Selon une experte ayant participé à l'élaboration de cette motion, cette dernière devrait porter notamment sur l'élargissement de la liste des espèces à protéger, le renforcement de la gestion des espèces sauvages selon leur catégorie (espèces sauvages nationales, espèces menacées, espèces à valeur écologique importance, ...), l'interdiction explicite de consommation d'animaux sauvages, la normalisation des activités d'élevage et entre autres d'insémination artificielle et la transparence des informations en la matière.

Pour mémoire, la loi sur la protection des animaux sauvages élaborée en 1988 (dernière modification en 2016) ne couvre aujourd'hui que 63% environ des espèces sauvages en Chine et ne s'applique pas, dans sa version actuelle, à plus de 1 000 espèces telles les chauves-souris, les civettes et les hérissons. Dans l'urgence de la crise du COVID-19, la Chine avait déjà pris des mesures transitoires de restriction de commerce d'espèces sauvages.

Développement durable : explication de la forte pollution de l'air autour de Pékin (région du Jing-jin-ji) du 9 au 13 février

Malgré la diminution de l'activité liée aux vacances prolongées de Nouvel an chinois et aux mesures de lutte contre l'épidémie du COVID-19, la région dite Jing-Jin-Ji (Pékin-Tianjin-Hebei) autour de la capitale a connu un épisode de pollution atmosphérique intense (niveau IV sur l'échelle officielle – densité moyenne de particules fines PM 2,5 entre 201 et 300 µg/m³) du 9 au 13 février. Un communiqué du Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) analyse dans le détail les raisons de cette pollution atmosphérique dans un contexte d'émissions polluantes inférieures de l'ordre de 30% par rapport à une période normale d'activité (faible circulation routière et travaux publics, cimenterie et industries légères quasiment à l'arrêt). Ce pic s'explique par la conjonction de trois conditions météorologiques défavorables (i) une inversion des températures de l'ordre de 10°C (situation de températures croissantes avec l'altitude), (ii) un vent du Sud venant du Shandong et du Sud du Hebei jusqu'à chaîne de montagnes entourant le Nord et l'Est de Pékin et (iii) un air saturé d'humidité chaque nuit et début de journée. Ces conditions stationnaires ont provoqué le transport et le blocage des polluants au-dessus du Jing-Jin-Ji et ont favorisé leur agglomération en particules fines jusqu'à l'arrivée d'air instable (vent du Nord et chute de neige) le 14 février. Des conditions similaires avaient provoqué des effets comparables (avec des pics de pollutions supérieurs) en 2014 (12-16 février) et en 2015 (13-15 février).

Lien vers le communiqué du MEE (en chinois) :

https://mp.weixin.qq.com/s/v_ux-jAfAO8fndsweG9LbA

Aéronautique : Sichuan Airlines choisit Thales pour les systèmes de divertissement en vol de sa future flotte A350

Thales a annoncé le 11 février la conclusion d'un partenariat avec Sichuan Airlines pour l'équipement en systèmes de divertissement en vol (IFE) de la future flotte de 10 appareils A350-900 de la compagnie chinoise, qui doit être livrée à partir du dernier quadrimestre 2021. Ce contrat est estimé à 25 M EUR. Sichuan Airlines opère actuellement 4 appareils A350-900 en leasing, déjà équipés des solutions IFE proposées par Thales. La compagnie chinoise utilise également d'autres produits et services de Thales, notamment dans l'avionique, pour les systèmes de gestion de vol des appareils A320 et A330 de sa flotte. C'est une nouvelle encourageante pour le groupe français dans la mesure où la concurrence est vive sur le segment des IFE : fin 2019, Air China avait opté alors pour l'entreprise américaine Panasonic pour assurer l'équipement de ses 20 prochains appareils A350-900 (vente conclue par Airbus en juillet 2019).

Transport aérien : l'épidémie de COVID-19 accélèrera-t-elle une consolidation du secteur ?

L'épidémie de COVID-19 pourrait entraîner de sérieuses transformations de l'écosystème du transport aérien en Chine, dont les équilibres financiers sont mis en péril par l'effondrement de la demande, les obligations de remboursement et de règlement de charges diverses, en dépit de la mise en place d'une politique d'exemption fiscale partielle par l'administration de l'aviation civile de Chine (CAAC), ou d'initiatives des loueurs d'avions, différant la perception de loyers de plusieurs semaines pour ne pas obérer des trésoreries déjà très fragilisées. Avec une cinquantaine de compagnies, la CAAC considère depuis longtemps le secteur du transport aérien comme trop fragmenté, la surcapacité de l'offre présentant à la fois des défis en matière de rentabilité des modèles économiques et des risques multipliés pour la sécurité aérienne. Selon l'agence Bloomberg, le groupe HNA pourrait être racheté par les pouvoirs publics chinois. Cette information, qui n'a pas été confirmée pour l'heure, entraînerait le démembrement des actifs du groupe, en particulier de l'ensemble de ses compagnies aériennes, dont la plus emblématique, Hainan Airlines, pourrait être acquise selon la rumeur publique par Air China. Les autres compagnies du conglomérat seraient soit mises en faillite, soit rachetées ou fusionnées au sein des trois grands transporteurs publics chinois (Air China, China Southern, China Eastern). Si une telle tendance se confirmait, elle ne ferait au fond qu'entériner un mouvement déjà entamé depuis plusieurs mois, au cours duquel HNA a drastiquement réduit ses participations capitalistiques dans des compagnies aériennes (Beijing Capital Airlines, Urumqi Air, GX Airlines, West Air), vendu l'intégralité de ses parts dans d'autres (HK Airlines, Azul, Tap), et même déploré une mise en faillite (Aigle Azur, jusqu'alors détenu à 48% par le groupe chinois).

Energie : le think-tank NRDC publie un rapport sur la consommation chinoise de pétrole à moyen et long-terme

Dans le cadre d'une initiative conjointe « *China oil cap project* » lancée en 2018 par le *National resource defense council* (NRDC) et l'*Energy Foundation* Chine, visant à aider la Chine à réduire sa consommation de pétrole pour embrasser les énergies propres, le think-tank américain a récemment publié un rapport sur la consommation chinoise de pétrole à moyen et long-terme et proposant des scénarii pour en infléchir la consommation, cela à la lumière des objectifs de l'Accord de Paris.



Le rapport rappelle la forte empreinte du pétrole sur l'économie chinoise. La Chine en est le deuxième consommateur mondial (env. 13 de la consommation mondiale) soit 628 millions de tonnes consommées en 2018. Le secteur des transports est le premier consommateur (env. 58% de la consommation), suivi de la pétrochimie (env. 15%), et de l'industrie (env. 12%). Malgré la volonté chinoise de souveraineté énergétique, elle importe près de 70 % de son pétrole. Le pétrole a pour la Chine un coût économique mais également écologique : le document chiffre l'empreinte environnementale liée à l'exploitation et l'utilisation du pétrole dans le pays à 507 CNY par tonne de pétrole (chiffres 2015), soit un impact global annuel d'env. 280 Mds CNY.

Le think-tank propose plusieurs scénarii de réduction de la consommation totale de pétrole, allant d'une approche *business as usual* jusqu'à un scénario pour rester en deçà de 2°C. Dans le premier cas, la Chine atteindrait un pic de ses émissions carbone avant 2030 et un pic de sa consommation de pétrole vers 2040. Dans le scénario le plus ambitieux, le pays serait en mesure d'atteindre un pic de ses émissions dès 2020 et un pic de sa consommation de pétrole dès 2025.

Pour mémoire, la Chine s'est engagée à atteindre un pic de ses émissions carbone d'ici 2030 dans le cadre de l'Accord de Paris. Le pays est actuellement en phase de rédaction de son 14^{ème} plan quinquennal pour la période 2021-2025, document qui sera publié en 2021.

[Voir le rapport complet \(anglais\)](#)

Retour au sommaire ([ici](#))



HONG KONG et MACAO

HONG KONG

Plan de soutien à l'économie : le gouvernement hongkongais réhausse son plan de soutien à 3,9 Mds USD

Le gouvernement hongkongais a annoncé le 19 février que le plan de soutien serait plus important que prévu, 3,9 Mds USD au lieu de 3,2 Mds annoncés le 14 février. 2,2 Mds USD devraient être consacrés à des subventions à destination des détaillants, restaurateurs, hôteliers, agences de voyage, sociétés de transports, et aux acteurs du secteur culturel. 1,3 Md USD seront alloués à la lutte contre l'épidémie de coronavirus avec un soutien accordé à l'administration hospitalière (600 M USD), l'achat d'équipements de protection, ainsi que des aides destinées aux travailleurs exposés à l'épidémie (personnel de gestion immobilière, agents de sécurité et d'entretien, travailleurs du BTP). Le reste du montant correspond à la prévision d'un « coussin » de sécurité pour de futures mesures à mettre en œuvre.

Tourisme : les arrivées de visiteurs chutent de 99% au cours de la première moitié de février

Les arrivées de visiteurs ont chuté à 3 000 personnes par jour au cours des deux premières semaines de février contre 200 000 par jour à la même période l'année dernière, soit une baisse de près de 99%, d'après les données préliminaires du Hong Kong Tourism Board. Cette chute s'explique par les mesures de contrôle aux frontières avec la Chine, les alertes aux voyageurs émises par de nombreux pays tiers, la suspension de nombreuses liaisons aériennes et l'annulation de nombreux événements. Le président de la Fédération des restaurants et professions affiliées de Hong Kong a déclaré que plus de 100 restaurants avaient fermé au cours de la semaine dernière. Le taux d'occupation hôtelière a baissé par ailleurs à 15 - 25% depuis le nouvel an chinois.

Aérien : l'aéroport de Hong Kong ferme l'un de ses terminaux, Hong Kong Airlines et Cathay Pacific sont en difficulté

L'aéroport de Hong Kong regroupe tous ses vols dans son terminal principal et ferme son deuxième terminal, alors que le nombre de vols de passagers chute de deux tiers. Le nombre de vols de passagers quotidiens à destination et en provenance de Hong Kong est passé de 1 050 à environ 340. Mercredi 19 février, l'aéroport a traité 160 vols de passagers au départ de Hong Kong, le nombre le plus bas depuis l'épidémie de SRAS de 2003.

Cathay Pacific a publié un profit warning pour ses résultats financiers au 1er semestre 2020 en raison d'un effondrement de la demande. La compagnie a réduit ses vols à 40% (30% initialement) pour les mois de février et mars.

Vente de détail : de nombreux commerces en grève le 19 février pour réclamer des baisses de loyer

200 magasins exploités par 50 marques dans 14 centres commerciaux hongkongais se sont mis en grève mardi 19 février, demandant des réductions de loyer. Les commerçants en grève demandent à leurs propriétaires de renoncer à leur loyer fixe (les baux immobiliers commerciaux à Hong Kong se composent généralement d'un loyer fixe et d'un loyer variable, en fonction du chiffre d'affaires). Henderson a proposé de réduire le loyer de 60%, tandis que l'opérateur du métro hongkongais MTR a annoncé des réductions temporaires de loyers pour les locaux commerciaux au sein des stations. Les



revenus dans le commerce de détail ont chuté de -11,1% en 2019. L'emploi dans le secteur du commerce a chuté de -10,4 % en janvier 2020 (après -10 % en décembre).

Chômage : le chômage atteint 3,4% en janvier

D'après le département des statistiques hongkongais, le taux de chômage de la RAS corrigé des variations saisonnières a augmenté de 0,1% en janvier 2020 à 3,4%, son plus haut niveau depuis 2017. Le secrétaire aux finances prévoit une forte augmentation du taux de chômage, en estimant que l'impact du virus sur l'économie serait plus notable que le SRAS en raison de la dépendance croissante de Hong Kong à l'égard du tourisme et du commerce de détail.

MACAO

Tourisme : réouverture partielle des casinos

Le Bureau d'inspection et de coordination des jeux a déclaré que seuls 29 casinos reprenaient leurs activités le 20 février, 12 d'entre eux restant fermés plus longtemps. Le Secrétaire à l'économie et aux finances de Macao avait annoncé au cours d'une conférence de presse le 17 février que les casinos macanais seraient autorisés à ouvrir comme prévu dans un délai de 30 jours à partir du jeudi 20 février, la RAS n'ayant signalé aucun nouveau cas de coronavirus depuis le 4 février.

Retour au sommaire ([ici](#))

TAIWAN

Coronavirus en Chine : la CNFI prévoit des pénuries d'approvisionnement de matières premières dans le secteur de la tech et des biotech

Après avoir interrogé ses membres, la Chinese National Federation of Industries (une des plus importantes fédérations d'entreprises à Taiwan), a annoncé des pénuries d'approvisionnement de matières premières pour les entreprises taiwanaises dans le secteur de la tech (notamment les producteurs de PCB) et des biotech dès début mars (15/02/2020) et appelle les autorités, à soutenir les entreprises du secteur manufacturier, pour faire face à leur difficultés financières (13/02/2020).

Impact du Coronavirus : Pegatron annonce 4,5 Mds TWD d'investissement au Vietnam

Les entreprises taiwanaises, spécialisées notamment dans l'assemblage de l'iPhone, délocalisent au Vietnam : Foxconn aurait à ce jour investi 6 Md TWD, Pegatron 4.5 Md TWD, Wistron 1.35 Md TWD et Compal 1.12 Md TWD.

Tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine : Impact sur TSMC des possibles restrictions américaines sur Huawei

L'administration américaine envisagerait de bloquer les livraisons de puces à Huawei : cette décision pourrait avoir un impact considérable sur le fondeur taiwanais TSMC, le flux d'affaires avec Hisilicon, filiale de Huawei, deuxième client après Apple, [représentant 10% de ses revenus](#).

Retour au sommaire ([ici](#))



Copyright

Tous droits de reproduction réservés,
sauf autorisation expresse du S.E.R.
(adresser les demandes à
[pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des
informations exactes et à jour, et
corrigea, dans la mesure du possible,
les erreurs qui lui seront signalées.
Toutefois, il ne peut en aucun cas être
tenu responsable de l'utilisation et de
l'interprétation de l'information
contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service
Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e
quartier diplomatique,

district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC,
CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Hannah Fattou,
Orhan Chiali, Furui Ren, Florent Geelhand de
Merxem, Antoine Moisson, Pierre Martin,
Lianyi Xu, Antoine Bernez, Dominique
Grass, Maxime Sabourin, Odile Huang

Revu par : Pierre Martin, Jean-Philippe
Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain
Berder

Responsable de publication : Jean-Marc
Fenet